

Budget : la politique du Président a mené la France dans le mur, il faut refuser l'austérité, par Eric Coquerel

Eric Coquerel

Au moment d'aborder le débat budgétaire, il convient de battre en brèche l'idée qu'une politique de l'offre et de la compétitivité telle que pratiquée depuis 2017 serait couronnée de succès. Démonstration du président de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Insincérité ou cécité ? Quelles qu'en soient les raisons, et les deux sont aussi graves, les dérapages successifs des déficits constatés depuis deux ans marquent un [échec terrible pour la politique économique et budgétaire](#) d'Emmanuel Macron et de ses ministres. Cet échec est d'autant plus marquant qu'il concerne leur objectif prioritaire. Mais au moment d'aborder un débat budgétaire crucial, il convient aussi de battre en brèche l'idée que cette politique économique serait par ailleurs couronnée de succès. En réalité, quasi tous les feux sont au rouge. La politique de l'offre, de la compétitivité et de l'austérité mène le pays dans le mur. Avant l'examen au Parlement d'un budget qui s'inscrit dans la même logique et amènerait par conséquent aux mêmes effets, il est donc utile de rétablir la vérité sur ce bilan.

Ils nous disent qu'on n'a jamais créé autant d'emplois.

Deux millions depuis 2017 ? Mais de quoi parle-t-on ? Et d'un, ils gonflent leurs chiffres en augmentant le nombre d'apprentis. L'Observatoire français des conjonctures économiques note en particulier que «*fin 2023, 1,01 million d'apprentis étaient en cours de formation, [577 000 de plus que fin 2018](#), ce qui explique 38 % des créations d'emplois salariés marchands sur cette période*».

Et de deux, ils ubérisent le travail en créant de faux emplois d'indépendants. Selon l'Urssaf, il y a 700 000 autoentrepreneurs de plus entre 2017 et 2022. Or, la majorité de ces travailleuses et travailleurs ont des revenus très inférieurs au revenu médian. Ce n'est pas du salariat, c'est un retour au tâcheronnage du XIXe siècle. Par ailleurs, l'emploi salarié a nettement moins augmenté en France qu'en moyenne dans la zone euro et dans l'Union européenne entre 2017 et 2024. Depuis sept ans, la France est championne... de la création d'emplois non salariés.

Et de trois, le nombre de travailleurs pauvres explose et le chômage, en réalité, ne baisse pas. Il y a 2 millions de travailleurs pauvres en France et 1,3 million de travailleurs en sous-emploi. Et en 2023, 35 % de la baisse du nombre de chômeurs s'expliquait par un changement des règles de calcul des statistiques de Pôle Emploi : 100 000 personnes pour lesquelles le gouvernement nous fait croire qu'elles ont trouvé un emploi alors qu'on les compte juste dans une autre catégorie.

Ils nous disent qu'ils ont «créé des emplois pérennes», que «la réindustrialisation de notre pays est en marche» et que la France est «championne d'Europe des investissements»

Et pourtant ! En marche, la réindustrialisation ? La part de l'industrie dans l'emploi salarié baisse de 13,7 % il y a six ans à 13 % fin 2023. Il y a chaque année de moins en moins d'ouvertures d'usines : 125 en 2021, puis 85 en 2022, puis 31 en 2023, et la baisse se poursuit en 2024. Emmanuel Macron fait reculer l'emploi industriel, mais il pécore : on « *peut réindustrialiser le pays* », dit-il, avec des usines géantes («giga-factories»), comme dans les Hauts-de-France alors que des professionnels du secteur reconnaissent que « *les giga-factories ne représentent qu'une toute petite partie des enjeux de réindustrialisation* » (Olivier Sichel dirigeant de la Banque des territoires) ou encore qu'elles « *créent des emplois, mais peu comparé à leur taille* » (Vincent Charlet de la Fabrique de l'industrie) comme le rapporte le journal *l'Usine nouvelle*. Et pendant ce temps-là, la dernière usine automobile de la [Seine-Saint-Denis, MA France, met la clé sous la porte](#) sous l'effet d'une délocalisation boursière.

La France, championne des investissements étrangers ? Alors que la Banque de France elle-même calcule que fin 2023 les investissements français à l'étranger sont de 1 500 milliards d'euros, contre seulement 920 milliards d'euros pour les investissements étrangers en France. Il y a plus d'argent qui sort que d'argent qui rentre. Quel est l'intérêt ?

Ils nous disent avoir œuvré «contre le déclassement des classes moyennes en revalorisant le travail».

Et pourtant ! L'Institut de recherches économiques et sociales conclut qu'entre 2017 et 2023 « *la baisse du pouvoir d'achat a été supérieure ou égale à 10 % pour la rémunération du travail (-1,6 % par an)* » et considère que l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 marque une rupture historique en défaveur des rémunérations du travail. Si les classes moyennes voient leur niveau de vie évoluer uniformément, ce n'est pas le cas des plus pauvres et des plus riches. Et entre 2017 et 2022, selon l'Insee, le niveau de vie moyen augmente deux fois moins pour les 10 % les plus pauvres, mais trois fois plus pour les 10 % les plus riches.

De la pauvreté, ils n'osent pas se vanter. Et pour cause, elle a explosé !

La France est le seul pays européen à avoir vu le taux de pauvreté fortement augmenter, de 13,6 % en 2015 à 15,4 % en 2023. Sur cette même période, le taux de pauvreté a baissé en Allemagne (-2,3 points), en Espagne (-1,9 point) et en Italie (-1 point). En 2021, c'était déjà 9 millions de personnes qui étaient pauvres et ce nombre a encore augmenté depuis. Entre 2022 et 2023, les distributions alimentaires dans l'espace public ont augmenté de 25 % selon les Restos du Cœur.

Ils se vantent par contre des investissements en matière écologique.

En la matière, le rapport I4CE de juillet 2024 est éclairant : à législation et réglementation inchangées, il faudrait d'ici à 2030, 50 milliards d'investissement supplémentaires de l'Etat (et au [total 71 milliards d'investissements publics](#)) pour respecter les objectifs climat. Le gouvernement se prépare à faire l'inverse. Il annonce par exemple que le Fonds vert (2,5 milliards d'euros) sera abaissé à 1 milliard d'euros alors même que ses propres services (l'IGF) lui recommandent de le porter à 20 milliards d'euros. Il faudrait multiplier par dix, ils divisent par plus de deux.

Les comptes publics ? Ils claignent leur sérieux en matière budgétaire. Ils sont au pouvoir depuis sept ans et les comptes publics n'ont jamais été aussi dégradés ! Ils disent que «*contre la valse des impôts*» ils ont fait «*le choix de la stabilité fiscale*». Quelle stabilité ? Ils ont

déséquilibré notre système fiscal et désormais, à cause des réformes menées depuis 2017, chaque année le déficit structurel est aggravé par des pertes de recettes qui, elles, sont bien pérennes : l'économiste Michaël Zemmour rappelait récemment que sur 100 milliards d'euros de déficit structurel, entre 50 et 60 milliards sont dus aux baisses d'impôts organisées par Emmanuel Macron.

A l'heure où Laurent Saint-Martin et Antoine Armand nous promettent un budget « *de vérité et d'effort* », il importe de dresser le sombre tableau de la situation sociale en France et comprendre que les 40 milliards de dépenses publiques et sociales amputées ne feront que l'aggraver pour une écrasante majorité de nos concitoyens. Voilà pourquoi il faut refuser et battre ce budget.

[Vous souhaitez publier une tribune dans Libération ? Pour connaître nos conseils et la marche à suivre, ainsi que l'adresse à laquelle nous envoyer vos propositions, rendez-vous dans la section «Proposer une tribune» en bas de cette page puis écrivez à \[idees@liberation.fr\]\(mailto:idees@liberation.fr\).](#)

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)